

FR EN

Nous utilisons des cookies pour sécuriser votre connexion, faciliter votre navigation et réaliser des statistiques de visites. Pour obtenir plus d'information sur les cookies et comment vous y opposer, [visitez notre page de politique de cookies](#).

[Gérer mes cookies](#)REQUIS  
SEULEMENT

ACCEPTER TOUT

## CONTEXTE POLITICO-ÉCONOMIQUE

### LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

*Pour les dernières mises à jour sur les principales réponses économiques des gouvernements pour faire face à l'impact économique de la pandémie COVID-19, veuillez consulter la plateforme de [suivi des politiques du FMI](#) "Policy Responses to COVID-19".*

Fortement dépendante des revenus pétroliers, l'économie de la République du Congo est régulièrement impactée par les fluctuations des cours mondiaux du pétrole. Après la récession induite par la baisse des prix du pétrole et aggravée par la pandémie mondiale de Covid-19, la croissance économique a rebondi en 2022. La contraction de -0,6 % du PIB en 2021 s'est transformée en une croissance positive de 4,3 % du PIB en 2022, qui devrait encore s'accélérer pour atteindre 4,6 % du PIB en 2023 et 7,3 % du PIB en 2024 (FMI). La croissance économique est tirée par la reprise des investissements des plus grands producteurs de pétrole, les prix élevés du pétrole, le rebond de la production pétrolière, le remboursement des arriérés intérieurs, les investissements du gouvernement dans l'agriculture et les infrastructures, et l'activité soutenue dans les secteurs minier, manufacturier et des services (FMI).

L'économie congolaise est largement dominée par la production de pétrole, qui représente 80 % des exportations et 60 % des recettes intérieures (Coface). Cette dépendance au pétrole rend le pays vulnérable aux fluctuations des prix des matières premières. Après sept années de récession, l'économie congolaise a rebondi en 2022 malgré la détérioration de l'environnement international, grâce à la hausse des prix du pétrole et au dynamisme du secteur non pétrolier. Représentant les efforts des autorités pour rétablir la viabilité de la dette, l'excédent budgétaire est passé de 1,7 % du PIB en 2021 à 9 % du PIB en 2022, et devrait rester élevé à 6,4 % du PIB en 2023 et 2024 (FMI). Cependant, le déficit primaire non pétrolier et le financement intérieur net ont largement dépassé leurs objectifs, en raison de l'introduction d'une subvention à la société pétrolière nationale (SNPC) pour l'importation de carburant (FMI). La dette publique a diminué, passant de 103,6 % du PIB en 2021 à 82 % du PIB en 2022, et devrait encore diminuer pour atteindre 73,9 % du PIB en 2023 et 64,5 % du PIB en 2024 (FMI). Le pays est considéré comme viable, mais présente un risque élevé de surendettement. L'inflation a augmenté, passant de 2 % en 2021 à 3,5 % en 2022, et devrait diminuer pour atteindre 3,2 % en 2023 et 3 % en 2024 (FMI). Les pressions inflationnistes sont dues à la hausse des prix mondiaux des carburants et des transports, qui gonflent la facture des importations de denrées alimentaires, mais elles sont contenues par la réglementation des prix des denrées alimentaires et les coûts subventionnés des transports publics (FMI). En janvier 2022, le FMI a approuvé un accord de 36 mois au titre de la facilité élargie de crédit pour un montant équivalant à environ 455 millions de USD, afin d'aider le pays à maintenir la stabilité macroéconomique et à soutenir la reprise économique. La réduction des vulnérabilités de la dette, le renforcement de la mobilisation des recettes nationales et de l'efficacité des dépenses publiques, ainsi que l'avancement de vastes réformes structurelles sont les principales priorités. Les autorités se sont également engagées à respecter le plan de développement national 2022-26, qui met l'accent sur les dépenses sociales et d'infrastructure. Le manque de diversification économique est un défi majeur pour le pays. Si des progrès ont été accomplis pour traduire ses ressources naturelles en croissance économique, le pays n'a pas réussi à les exploiter pleinement pour obtenir des résultats socio-économiques solides.

Le taux de pauvreté est alarmant, atteignant 52 % en 2021 selon la Banque mondiale. Le pays se classe au 153e rang mondial selon l'indice de développement humain de 2021, perdant ainsi 4 places. Le taux de chômage au Congo a été estimé à environ 22,2 % en 2021 (Banque mondiale, estimation modélisée du BIT).

Indicateurs de croissance	2022	2023 (E)	2024 (E)	2025 (E)	2026 (E)
<b>PIB</b> (milliards USD)	13,96	14,41	15,42	16,22	17,16
<b>PIB</b> (croissance annuelle en %, prix constant)	1,8	4,0	4,4	3,3	3,8
<b>PIB par habitant</b> (USD)	2.838	2.858	2.984	3.061	3.160
<b>Endettement de l'Etat</b> (en % du PIB)	92,5	97,8	91,0	87,3	83,1
<b>Taux d'inflation</b> (%)	n/a	3,5	3,2	3,0	3,0
<b>Balance des transactions courantes</b> (milliards USD)	2,71	0,57	0,32	0,01	-0,32
<b>Balance des transactions courantes</b> (en % du PIB)	19,4	4,0	2,1	0,0	-1,9

Source : FMI - World Economic Outlook Database , October 2021

## Risque pays

Consultez [l'analyse risque pays](#) proposée par la Coface.

## LES PRINCIPAUX SECTEURS ÉCONOMIQUES

Au Congo, l'agriculture contribue à 9,5% du PIB et emploie 34% de la population active (Banque mondiale, 2021), dont la plupart pratique une agriculture de subsistance. Bien que le pays possède de nombreuses terres fertiles, seule une petite partie de ces terres est cultivée (moins de 10%). Comme le secteur ne parvient pas à satisfaire la demande intérieure, le Congo dépend fortement des importations de denrées alimentaires. Ces dernières représentent environ 80 % de la consommation alimentaire nationale. Les principales cultures sont le manioc, la banane plantain, la banane, l'arachide et l'huile de palme.

Le secteur industriel contribue à hauteur de 23,5 % au PIB et emploie 21 % de la population active. Les secteurs du pétrole, du bois et des mines sont les principaux moteurs de l'économie. Le secteur pétrolier, en particulier, est la principale source de revenus du pays, bien que le Congo soit trop exposé aux fluctuations des prix des matières premières. Ce secteur est dominé par des sociétés étrangères, le géant français TotalEnergies représentant la plus grande part de la production pétrolière annuelle totale du pays. Le pays dispose d'importantes réserves d'hydrocarbures, estimées à 1,8 milliard de barils de pétrole et 284 milliards de mètres cubes de gaz naturel (OPEP).

Le secteur des services représente 60,2 % du PIB du Congo et emploie 45 % de la population active. Le secteur est principalement basé sur les services de soutien au secteur pétrolier. Le tourisme est en difficulté, principalement en raison de problèmes de sécurité et d'infrastructures insuffisantes. Bien qu'il soit extrêmement porteur, le secteur bancaire congolais reste moins dynamique que celui d'autres pays de la région.

Répartition de l'activité économique par secteur	Agriculture	Industrie	Services
<b>Emploi par secteur</b> (en % de l'emploi total)	36,3	21,2	42,5
<b>Valeur ajoutée</b> (en % du PIB)	8,5	36,2	48,5
<b>Valeur ajoutée</b> (croissance annuelle en %)	3,1	-1,7	5,5

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

Indicateurs monétaires	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Franc CFA BEAC (XAF) - Taux de change annuel moyen pour 1 USD</b>	593,01	582,09	555,72	585,90	575,59

Source : Banque Mondiale - Dernières données disponibles.

## COMMERCE EXTÉRIEUR

La politique de commerce extérieur du Congo promet un environnement social et économique favorable visant à favoriser le commerce international, qui représentait 96% du PIB en 2021 (Banque mondiale). Les droits de douane sont harmonisés par l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC). Ils varient entre 5 et 30%. Le Congo est également membre de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Toutefois, son intégration est retardée. Le Congo exporte principalement du pétrole brut et du pétrole raffiné (55% des exportations totales), du bois brut (14,5%), des navires (14,3%), des véhicules, du cuivre, des machines et du zinc. Ses principaux produits d'importation sont la viande (10,8 % des importations totales), les bateaux (9,7 %), les machines (8,5 %), les céréales (5,9 %), les véhicules, les combustibles minéraux, les équipements électriques, les produits alimentaires et les médicaments (Centre du commerce international, 2021).

Les exportations du Congo sont principalement envoyées vers la Chine (45,8 % des exportations totales), la Côte d'Ivoire (8,6 %), le Togo (7,5 %), le Cameroun (5,4 %), le Gabon (4 %), l'Inde et les Émirats arabes unis ; tandis que ses principaux fournisseurs sont la Chine (19,6 % des importations totales), la France (12,5 %), la Belgique (9 %), la Russie, les États-Unis, la Namibie et l'Inde (Centre du commerce international, 2021).

En 2021, les données de l'OMC ont montré que les exportations et les importations de biens du pays étaient évaluées à 6,97 milliards de USD et 2,3 milliards de USD respectivement. Les exportations de biens et de services ont diminué de 12,2 % par rapport à 2020, tandis que les importations ont augmenté de 2,5 %. L'augmentation de la production de pétrole a stimulé les exportations et contribue à un important excédent commercial.

Valeurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Importations de biens</b> (millions USD)	3.486	2.242	1.908	2.352	3.060
<b>Exportations de biens</b> (millions USD)	11.155	5.576	4.893	8.378	10.661
<b>Importations de services</b> (millions USD)	0	1.663	1.041	0	0
<b>Exportations de services</b> (millions USD)	0	265	234	0	0

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Commerce extérieur</b> (en % du PIB)	120,0	127,0	99,4	95,6	111,6
<b>Balance commerciale (hors services)</b> (millions USD)	n/a	4.308	2.199	n/a	n/a
<b>Balance commerciale (services inclus)</b> (millions USD)	n/a	2.910	1.391	n/a	n/a
<b>Importations de biens et services</b> (croissance annuelle en %)	5,1	3,2	-36,3	2,5	4,8
<b>Exportations des biens et services</b> (croissance annuelle en %)	11,4	7,4	-11,1	-12,2	-0,9

Indicateurs du commerce extérieur	2018	2019	2020	2021	2022
<b>Importations de biens et services</b> (en % du PIB)	49,0	53,2	42,4	37,2	40,2
<b>Exportations des biens et services</b> (en % du PIB)	71,0	73,8	57,0	58,5	71,4

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Prévisions du commerce extérieur	2023	2024 (e)	2025 (e)	2026 (e)	2027 (e)
<b>Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)</b>	-2,9	4,3	6,9	1,6	6,7
<b>Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)</b>	13,9	5,5	4,7	3,3	2,1

Source : IMF, World Economic Outlook ; Latest available data

Note : (e) Donnée estimée

## La coopération économique internationale

Membre de la [CEMAC - Communauté Economique et Monétaire Centre Africaine](#)

Membre du [COMESA - Marché Commun d'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe](#)

## LE CONTEXTE POLITIQUE

### Les chefs de gouvernement

Président : Denis Sassou Nguesso (depuis le 25 octobre 1997)

Premier ministre : Anatole Collinet Makosso (depuis le 12 mai 2021)

### Les prochaines élections

Présidentielle: 2026

Sénat: 2023

Assemblée nationale: juillet 2027

### Les principaux partis politiques

Bien que la République du Congo soit officiellement un pays multipartite, le Parti travailliste congolais (socialiste démocratique) est dominant et les partis d'opposition sont largement considérés comme n'ayant aucune chance réelle de prendre le pouvoir. Les autres grands partis comprennent:

Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégré (libéral-conservateur)

Union panafricaine pour la social-démocratie (socialiste)

Mouvement d'action pour le renouveau (socialiste)

Convention pour la démocratie et le salut (une coalition de seize partis d'opposition)

### Le pouvoir exécutif

Selon l'art. 64 de la Constitution, le président de la République est le chef de l'exécutif et le chef de l'État. Le président est élu au suffrage universel pour un mandat de cinq ans (avec un maximum de deux mandats). Suite

à l'approbation d'une nouvelle Constitution après un référendum en 2015, la République du Congo est devenue une république semi-présidentielle par la création du poste de Premier ministre (qui est responsable devant la législature et le cabinet).

### **Le pouvoir législatif**

Le pouvoir législatif est détenu par le Parlement, qui est composé de deux chambres: l'Assemblée nationale (dont les membres sont élus pour un mandat de cinq ans au scrutin uninominales); et le Sénat dont les membres sont élus pour un mandat de six ans par les conseils de district, les conseils locaux et régionaux).

Cependant, l'exécutif a un rôle majeur dans le processus législatif, car le Cabinet délibère sur les projets de loi, les projets d'ordonnances et les projets de décrets. En outre, le Président a le pouvoir - en même temps que les membres du Parlement - d'initier des projets de loi à déposer au Parlement.

---

## **RÉPONSE DU PAYS AU COVID-19**

### **Restrictions de voyage**

Regularly updated travel information for all countries with regards to Covid-19 related entry regulations, flight bans, test and vaccines requirements is available on [TravelDoc Infopage](#).

To find information about the current travel regulations, including health requirements, it is also advised to consult Travel Regulations Map provided and updated on a daily basis by [IATA](#).

### **Restrictions import & export**

A general overview of trade restrictions which were adopted by different countries during the COVID-19 pandemic is available on the [International Trade Centre's COVID-19 Temporary Trade Measures](#) webpage.

### **Plan de relance économique**

For the general overview of the key economic policy responses to the COVID-19 pandemic (fiscal, monetary and macroeconomic) undertaken by the government of Congo, please consult the country's dedicated section in the [IMF's Policy Tracker platform](#).

### **Plan de soutien aux entreprises**

For an evaluation of impact of the Covid pandemic on SMEs and an inventory of country responses to foster SME resilience, refer to the OECD's [SME Covid-19 Policy Responses](#) document.

You can also consult the World Bank's [Map of SME-Support Measures in Response to COVID-19](#).